

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F 90 — 2370

18 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif flamand modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 juillet 1988 portant création et fonctionnement des Comités de Sollicitude pour la Jeunesse, du Service social et du Secrétariat administratif.

L'Exécutif flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o;
Vu le décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse, notamment les articles 3 à 11 inclus;
Vu le décret du 4 juin 1986 complémentaire au décret du 27 juin 1985 relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 juillet 1988 portant création et fonctionnement des Comités de Sollicitude pour la Jeunesse, du Service social et du Secrétariat administratif, notamment l'article 29;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 1990;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Finances et du Budget, donné le 5 juillet 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le montant annuel de 120 000 F, visé à l'article 29 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 juillet 1988 ne suffit pas pour couvrir les dépenses qu'entraîne la mission préventive des Comités de Sollicitude pour la Jeunesse, telle que prévue à l'article 4, 3^o et 4^o, du décret de la Communauté flamande du 27 juin 1985;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 29, deuxième alinéa, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 juillet 1988 portant création et fonctionnement des Comités de Sollicitude pour la Jeunesse, du Service social et du Secrétariat administratif, le montant « 120 000 F » est remplacé par celui de « 150 000 F ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990.

Art. 3. Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,

J. LENSSENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2371

31 MAI 1990. — Arrêté de l'Exécutif portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 5 février 1990 portant délégation de compétences en matière de bâtiments destinés à l'enseignement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu la fixation du règlement d'ordre intérieur par le conseil d'administration du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires du 22 mai 1990,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a le Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mai 1990.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.P. GRAFE

Règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration
du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires

Article 1^{er}. Dans le présent règlement, on entend par :

- 1^o le Conseil : le conseil d'administration du Fonds communautaire de garantie;
- 2^o le Comité : le comité permanent du Fonds communautaire de garantie;
- 3^o Le Ministre de tutelle : le Ministre qui a le Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires dans ses attributions.

CHAPITRE I^{er}. — *Des séances*

Art. 2. Le Conseil se réunit sur convocation du Président chaque fois que le Comité le juge utile mais au moins une fois tous les trois mois.

Le Président convoque le Conseil dans les quinze jours de la demande que le Ministre de tutelle ou cinq membres au moins lui adressent en indiquant les points qu'ils désirent voir traiter.

Art. 3. La convocation mentionne les points de l'ordre du jour.

Sauf les cas d'urgence dont l'appréciation est laissée au Président et au Vice-Président agissant conjointement, les convocations ainsi que les pièces et documents concernant les points figurant à l'ordre du jour doivent être envoyés aux membres au moins huit jours avant la séance.

Art. 4. L'ordre du jour est établi par le Président et le Vice-Président agissant conjointement. Lorsqu'un membre en fait la demande, tout objet de la compétence du Conseil doit être porté à l'ordre du jour de la séance suivante. Tout point non prévu à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion si la majorité des membres s'y oppose.

Art. 5. Les séances ne sont pas publiques.

Art. 6. Les commissaires de l'Exécutif assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions du Conseil. Le Conseil convoque à ses séances toute personne dont l'avis peut lui paraître utile.

Art. 7. Chaque membre du Conseil peut se faire représenter par un autre membre auquel il remet une procuration. Chaque membre effectivement présent ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 8. Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié des représentants de l'Enseignement officiel et libre visé à l'article 1^{er}, c et d de l'arrêté de l'Exécutif du 2 mars 1990 portant nomination des membres du Conseil d'administration du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires sont présents ou représentés.

Si le nombre de membres requis n'est pas atteint, le Président peut fixer la date d'une nouvelle réunion sans tenir compte du délai fixé à l'article 3, mais au plus tôt le troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la convocation. Après cette deuxième convocation, le Conseil délibère valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Art. 9. Les décisions du Conseil et du Comité sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Si après trois tours de scrutin, aucune majorité ne s'est dégagée, le dossier est retiré de l'ordre du jour de la séance.

Art. 10. Le vote a lieu au scrutin secret à la demande de la majorité des membres présents ou lorsqu'il s'agit de nomination ou de promotion de membres du personnel.

Art. 11. Il est dressé procès-verbal des réunions du Conseil. Avant leur approbation, les projets de procès-verbaux sont transmis aux membres du Conseil au plus tard en même temps que l'ordre du jour de la réunion suivante. Après approbation du procès-verbal par les membres présents, un exemplaire de celui-ci est signé par le Président et le Secrétaire et conservé au secrétariat du Conseil.

Le Président signe les décisions et les règlements pris par le Conseil.

CHAPITRE II. — *De la présidence*

Art. 12. Le Président ouvre et clôture les séances du Conseil. Il dirige les débats et dispose de tous les pouvoirs nécessaires à cet effet.

Art. 13. En cas d'empêchement du Président, l'assemblée est présidée par le Vice-Président et à défaut par le plus âgé des membres présents. Lorsqu'il préside, le Vice-Président ou le membre le plus âgé a, en ce qui concerne la conduite de la séance, les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président du Conseil.

Art. 14. En cas de vacance de la Présidence et de la Vice-Présidence, le membre le plus âgé a tous les pouvoirs et attributions du Président pour convoquer et présider le Conseil, et ce jusqu'à désignation d'un nouveau titulaire à l'un de ces deux postes.

CHAPITRE III. — *Du Comité permanent*

Art. 15. Le Comité est chargé des actes repris à l'article 23, ainsi que de l'examen des questions dont les aspects techniques peuvent y être, au préalable, traités de façon à faciliter les discussions de principe qui devront avoir lieu au Conseil.

Art. 16. Le Comité déclare vacants les emplois qui ne se situent pas dans le premier niveau. Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 20, il exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des agents qui n'appartiennent pas au premier niveau.

Art. 17. Toute situation conflictuelle opposant un pouvoir organisateur et l'administration est soumise au Comité.

Art. 18. Le Comité se réunit chaque fois que le Président le juge utile. De plus, ce dernier est tenu de le convoquer dans les quinze jours de la demande qui lui a été faite, soit par l'un de ses membres, soit par un Commissaire de l'Exécutif, soit encore par l'Inspecteur général. Les deux commissaires de l'Exécutif assistent avec voix consultative aux délibérations.

CHAPITRE IV. — *De l'administration*

Art. 19. Le fonctionnement de l'organisme est assuré par l'Inspecteur général auquel sont dévolus des pouvoirs de gestion journalière. Il s'agit des actes habituellement nécessaires pour la réalisation de l'objet du Fonds posés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et avec les directives tracées par le Conseil ainsi, que tous actes normalement exigés pour la bonne marche des services ou l'exécution des décisions prises par le Conseil ou le Comité.

Art. 20. L'inspecteur général dirige le personnel et lui applique les dispositions des statuts pécuniaire et administratif des agents des services publics. Il prononce les peines disciplinaires que constituent le rappel à l'ordre et le blâme.

Art. 21. En cas d'empêchement de l'inspecteur général, ses pouvoirs sont exercés par le fonctionnaire de l'organisme le plus élevé en grade et comptant la plus grande ancienneté.

Art. 22. Le fonctionnaire dirigeant assure les relations entre l'administration d'une part, le Conseil et le Comité d'autre part.

CHAPITRE V. — *Traitement des dossiers*

Art. 23. Le Comité permanent :

- 1° accorde les augmentations des montants engagés par le Conseil pour autant que le programme de construction approuvé ne soit pas étendu et que la majoration se situe entre 10 et 20 % du montant visé;
- 2° prend les mesures qui s'imposent à propos des marchés où l'appel à la concurrence, soit ne s'est pas déroulé normalement, soit a été limité sans raison valable;
- 3° donne des accords de principe sur des demandes d'intervention du Fonds justifiées par des cas de force majeure.

Art. 24. L'Inspecteur général :

- 1° veille à ce que les marchés soient conclus dans le respect des dispositions légales et dans le cadre des limites et des conditions fixées par le Conseil;
- 2° fixe, aux stades successifs du dossier, le montant qui entre en ligne de compte pour la garantie et la subvention en intérêt;
- 3° autorise les prélèvements dans le cadre des conventions de prêts;
- 4° assure la liquidation des subventions en intérêt dues aux organismes financiers;
- 5° fournit chaque semestre au Conseil le relevé des dossiers ayant atteint les stades soit d'approbation du projet, soit de fixation du montant du décompte final;
- 6° peut déléguer ses attributions en tout ou en partie au fonctionnaire le plus haut en grade et comptant la plus grande ancienneté pour les actes mentionnés aux 1° à 5° ci-dessus si le bon fonctionnement du service l'exige.

CHAPITRE VI. — *Des contreseings*

Art. 25. Sans préjudice de l'article 11, les actes suivants portent le contreseing du Président :

- les communications aux agents des décisions prises par le Comité ou le Conseil;
- les notifications des accords de principe aux pouvoirs organisateurs;
- l'approbation de la convention de prêt passée par le pouvoir organisateur avec l'organisme financier;
- l'approbation de l'avenant de clôture adaptant le montant de la convention de base au montant du décompte final.

Art. 26. Le Vice-Président appose le contreseing en cas d'empêchement du Président ou à la demande de ce dernier.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 27. En cas d'urgence, et à titre conservatoire, l'Inspecteur général prend toute mesure en vue du bon fonctionnement, de la sauvegarde des droits et des intérêts du Fonds ou de son objet. Il soumet ses décisions à la ratification du Conseil ou du Comité lors de la plus prochaine séance de l'une ou l'autre de ces deux instances.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 31 mai 1990.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2371

31 MEI 1990. — Besluit van de Executieve houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van beheer van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van de Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van 5 februari 1990 houdende delegatie van bevoegdheden inzake gebouwen bestemd voor het onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van 6 juli 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Frans Gemeenschap;

Gelet op het huishoudelijk reglement vastgesteld door de raad van beheer van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van de Gemeenschap op 22 mei 1990,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegd huishoudelijk reglement van de raad van beheer van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van de Gemeenschap wordt goedgekeurd.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.**Art. 3.** De Minister onder wiens bevoegdheid het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van de Gemeenschap valt, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, op 31 mei 1990.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE.

Huishoudelijk reglement van de raad van beheer van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van de Gemeenschap**Artikel 1.** In dit reglement wordt verstaan onder :

- 1^o de Raad : de raad van beheer van het Waarborgfonds van de Gemeenschap;
- 2^o het Comité : het bestendig comité van het Waarborgfonds van de Gemeenschap;
- 3^o de Voogdijminister : de Minister onder wiens bevoegdheid het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van de Gemeenschap valt.

HOOFDSTUK I. — De zittingen**Art. 2.** De Raad vergadert op bijeenroeping van de voorzitter, telkens als het Comité het nuttig acht, doch minstens eens om de drie maanden.

De voorzitter roept de Raad bijeen binnen de veertien dagen na de ontvangst van het door de voogdijminister of van ten minste vijf leden aan hem gericht verzoek, waarin de punten die zij wensen behandeld te zien opgegeven zijn.

Art. 3. De uitnodiging vermeldt de agendapunten.

Behalve in dringende gevallen, waarover de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk oordelen, moeten de uitnodigingen, evenals de stukken en bescheiden betreffende de punten die op de agenda staan, ten minste acht dagen voor de zitting aan de leden worden verzonden.

Art. 4. De agenda wordt gezamenlijk opgesteld door de voorzitter en de ondervoorzitter. Op aanvraag van een lid, moet elk onderwerp dat binnen de bevoegdheid van de raad valt, op de agenda worden geplaatst van de eerstvolgende zitting. Elk punt dat niet op de agenda staat kan niet worden besproken indien de meerderheid van de leden zich daartegen verzet.**Art. 5.** De zittingen zijn niet openbaar.**Art. 6.** De commissarissen van de Executieve wonen van rechtswege en met raadgevende stem de vergaderingen van de Raad bij. Op zijn zittingen nodigt de Raad elke persoon uit, waarvan het advies nuttig kan blijken.**Art. 7.** Ieder lid van de Raad mag zich laten vertegenwoordigen door een ander lid door aan dit lid een volmacht te bezorgen. Elk werkelijk aanwezig lid mag slechts één volmacht dragen.**Art. 8.** De Raad beraadslaagt enkel indien de helft van de vertegenwoordigers van het gesubsidieerd officieel en vrij onderwijs bedoeld in artikel 1, c en d van het besluit van de Executieve van 2 maart 1990 houdende benoeming van de leden van de raad van beheer van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Indien het vereiste aantal niet wordt bereikt, kan de voorzitter de datum voor een nieuwe vergadering vaststellen zonder rekening te houden met de termijn, bepaald in artikel 3, maar ten vroegste op de derde werkdag volgend op de datum van de uitnodiging. Na deze tweede bijeenroeping beraadslaagt de Raad geldig over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Art. 9. De beslissingen van de Raad en van het Comité worden genomen met de eenvoudige meerderheid van aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Indien na drie stemronden geen meerderheid bereikt is, wordt het dossier afgevoerd van de agenda van de vergadering.

Art. 10. De stemming is geheim op aanvraag van de meerderheid van de leden of wanneer het gaat over de benoeming of bevordering van personeelsleden.

Art. 11. Er worden notulen opgemaakt van de vergaderingen van de Raad. Voor hun goedkeuring worden de ontwerpen van notulen aan de leden van de Raad gezonden ten laatste samen met de agenda van de volgende vergadering. Na goedkeuring van de notulen door de aanwezige leden wordt een exemplaar ervan getekend door de voorzitter en de secretaris en bewaard op het secretariaat van de Raad.

De voorzitter ondertekent de reglementen en beslissingen die door de Raad worden genomen.

HOOFDSTUK II. — *Het voorzitterschap*

Art. 12. De voorzitter opent en besluit de zittingen van de Raad. Hij leidt de debatten en beschikt daartoe over alle nodige macht.

Art. 13. In geval de voorzitter weerhouden is wordt de vergadering voorgezeten door de ondervoorzitter en bij gebreke door het oudste der aanwezige leden. Wanneer de ondervoorzitter of het oudste lid de vergadering voorzit, heeft hij, voor het houden van de zitting, dezelfde rechten en plichten als de voorzitter van de Raad.

Art. 14. Wanneer de plaats van voorzitter en van ondervoorzitter vacant is, beschikt het oudste lid tot op het ogenblik van de aanduiding van een nieuwe titulatis van één van de twee vacante ambten, over dezelfde macht en bevoegdheden als de voorzitter om de Raad samen te roepen en voor te zitten.

HOOFDSTUK III. — *Het Bestendig Comité*

Art. 15. Het Comité wordt belast met de handelingen vermeld in artikel 23, alsook met het voorafgaand onderzoek van de technische aspecten van problemen derwijze dat de principiëbesprekingen die in de Raad moeten plaatsvinden vergemakkelijkt worden.

Art. 16. Het Comité verklaart de betrekkingen vacant die niet tot niveau I behoren. Onverminderd het bepaalde in artikel 20 oefent het de tuchtbevoegdheid uit ten overstaan van de ambtenaren die niet tot niveau I behoren.

Art. 17. Elke conflictsituatie tussen een inrichtende macht en de administratie wordt voorgelegd aan het Comité.

Art. 18. Het Comité vergadert telkens de voorzitter dit nuttig oordeelt.

Bovendien is deze laatste ertoe gehouden het Comité bijeen te roepen binnen de vijftien dagen volgend op de vraag die tot hem gericht wordt, hetzij door één van de leden, hetzij door een commissaris van de Gemeenschap, hetzij door de inspecteur-generaal. De twee commissarissen van de Gemeenschap hebben raadgevende stem.

HOOFDSTUK IV. — *De administratie*

Art. 19. De werking van de instelling wordt verzekerd door de inspecteur-generaal aan wie de bevoegdheden van het dagelijks beheer worden toegekend. Het gaat om de handelingen die op een normale wijze noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de doelstelling van het Fonds, gesteld in overeenstemming met de wettelijke en reglementaire beschikkingen en met de richtlijnen uitgestippeld door de Raad, alsook om al de handelingen die voor de goede werking van de diensten of voor de uitvoering van de door de Raad of het Comité genomen beslissingen vereist zijn.

Art. 20. De inspecteur-generaal heeft de leiding over het personeel en past op hen de bepalingen toe van het geldelijk en administratief statuut van de ambtenaren van de openbare diensten. Het spreekt de volgende tuchtstraffen uit: de terechtwijzing en de blaam.

Art. 21. Ingeval de inspecteur-generaal verhinderd is, worden diens bevoegdheden uitgeoefend door de ambtenaar van de instelling, die de hoogste graad bekleedt en die de grootste anciënniteit heeft.

Art. 22. De leidende ambtenaar verzekert de contacten tussen de administratie enerzijds, de Raad en het Comité anderzijds.

HOOFDSTUK V. — *De behandeling van de dossiers*

Art. 23. Het Bestendig Comité :

1° staat de verhoging toe van de bedragen die door de Raad werden beslist, voor zover het goedgekeurde bouwprogramma niet wordt uitgebreid en voor zover de vermeerdering gelegen is tussen 10 % en 20 % van het bedoelde bedrag;

2° neemt de maatregelen die zich opdringen met betrekking tot toewijzingen waar het beroep op de mededinging, ofwel niet normaal verlopen is, ofwel zonder geldige reden beperkt geworden is;

3° verleent principiësakkoorden op vragen om tussenkomst van het Fonds, die gewettigd zijn door heikracht.

Art. 24. De inspecteur-generaal :

1° ziet erop toe dat de opdrachten toegewezen worden met inachtneming van de wettelijke beschikkingen en binnen de grenzen en de voorwaarden, zoals vastgelegd door de Raad;

2° bepaalt, in de opeenvolgende fasen van het dossier, het bedrag dat in aanmerking komt voor de waarborg en voor de rentetoelage;

3° staat geïdopeningen toe in het kader van de leningsovereenkomsten;

4° verzekert de vereffening van rentetoelagen verschuldigd aan de financiële instellingen;

5° verschaft ieder semester aan de Raad het overzicht van de dossiers die zich, hetzij in de fase van goedkeuring, hetzij in de fase van vaststelling van de eindafrekening bevinden;

6° kan voor de handelingen, vermeld onder 1° tot 5° hierboven en voor zover de goede werking van de dienst dit vereist, zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan de ambtenaar die de hoogste graad bekleedt en die de grootste anciënniteit heeft.

HOOFDSTUK VI. — *De medeondertekening*

- Art. 25. Onverminderd artikel 11, dragen volgende handelingen de tegenhandtekening van de voorzitter :
- de mededelingen aan de ambtenaren van de beslissingen genomen door het Comité of de Raad;
 - de notificaties van de princiepsakkoorden aan de inrichtende machten;
 - de goedkeuring van de leningsovereenkomst afgesloten tussen de inrichtende macht en de financiële instelling;
 - de goedkeuring van het afsluitingsbijvoegsel met aanpassing van het basisbedrag van de overeenkomst aan het bedrag van de eindafrekening.

Art. 26. De ondervoorzitter tekent tegen bij verhindering van de Voorzitter of op vraag van deze laatste.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 27. Bij dringende noodzaak en als bewarende maatregel neemt de inspecteur-generaal iedere maatregel met het oog op de goede werking, de vrijwaring van de rechten en belangen van het Fonds of van zijn doelstelling. Hij legt zijn beslissingen ter ratificatie voor aan de Raad of aan het Comité tijdens de eerste daaropvolgende vergadering van één van deze instanties.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van 31 mei 1990.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.P. GRAFE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2372

5 JUILLET 1990. — Décret insérant un article 5bis dans l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand :

Article 5bis. Pour ce qui concerne la Région wallonne, il est institué auprès des services de l'Exécutif, jusqu'au 30 juin 1993, un Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le 1er juillet 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

(1) Session 1989-1990 :

Documents du Conseil, 177 (1989-1990), nos 1 et 2.

Compte rendu intégral. Séance publique du 28 juin 1990. — Discussion. Vote.